

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2025

Budget général M57

Sommaire :

I. Le cadre général du budget

II. La section de fonctionnement

III. La section d'investissement

IV. L'Etat de la dette

I. Le cadre général du budget

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2025. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, sincérité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Pour élaborer le budget 2025, la commune a étudié les dépenses et recettes de l'année 2024 en fonctionnement et en investissement.

Il a été établi avec la volonté :

- De maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- De contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- De mobiliser des subventions auprès des établissements publics chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents de la commune ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

II. La section de fonctionnement

a) Généralités

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour la commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des impôts locaux, des dotations versées par l'État et des loyers, baux, redevances et concessions.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les indemnités des élus, les prestations de services effectuées et les intérêts de l'emprunt en cours à payer.

Le budget 2025 en fonctionnement est arrêté à **1 381 449 €**, équilibré en recette comme en dépenses avec la reprise de l'excédent 2024 de 657 022.31 €.

b) Les dépenses et recettes de la section de fonctionnement par chapitre :

Dépenses	Montant en €	Recettes	Montant en €
011 Dépenses courantes	631 990.75	Excédent brut reporté	657 022.31
012 Dépenses de personnel	350 000.00	70 Recettes des services	95 000.00
014 Atténuations de produits	58 148.00	73 Impôts et taxes	356 299.69
65 Autres charges de gestion courante	73 818.00	74 Dotations et participations	256 119.00
66 Charges financières	11 580.00	75 Autres recettes de gestion courante	6 700.00
Autres dépenses	2 379.00	77-78 Produits spécifiques	1 000.00
Dépenses (écritures d'ordre entre sections)	18 568.25	Atténuations de charges (remboursements divers)	2 700.00
Virement à la section d'investissement	234 965.00	Produits (écritures d'ordre entre sections)	6 608.00
Total général	1 381 449.00	Total général	1 381 449.00

Détails des principales dépenses et recettes de la section :

- Les charges à caractère général (chapitre 011) :

Les prévisions du chapitre 011 sont stables et tiennent compte des augmentations annuelles classiques (énergies, cotisations assurances...)

- Les charges de personnel (chapitre 012) :

Le prévisionnel de ce chapitre augmente par rapport au budget 2024. Il tient compte comme tous les ans de l'évolution de la carrière des agents, de leur rémunération, du recrutement d'un agent sur un poste permanent ainsi que de **l'augmentation des cotisations employeurs à la CNRACL (Caisse de retraite des agents des collectivités territoriales) 3 % chaque année pendant 4 ans.**

Au total, les effectifs de la collectivité sont de 9 agents 6 titulaires et 3 agents contractuels (dont 1 contrat unique d'insertion).

- Le FNGIR : le Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources permet de compenser pour chaque commune et établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale. Le prélèvement (ou le reversement) au titre du FNGIR est calculé sur la base d'une comparaison des ressources avant et après réforme.

Pour la commune, il s'élève à 56 148 euros.

- les subventions : chapitre 65

La participation au SDIS est de 23 467,34 euros

- les intérêts de la dette : chapitre 66

Les intérêts de la dette sont quasiment identiques à l'année précédente.

- Le virement à la section d'investissement, soit : 234 965.00 € finance principalement :

- * Les travaux pour la requalification et la dés imperméabilisation de la cour d'école,
- * L'isolation des combles des bâtiments garderie/bibliothèque et la maison des associations
- * La clôture (avec portail) du local technique.

Les éléments principaux à retenir concernant les recettes de fonctionnement :

- le report de l'excédent de l'exercice antérieur 002

Il a augmenté par rapport au budget de 2024.

- les produits de service : chapitre 70

Ce chapitre comprend les concessions de cimetières, les locations de terres, les redevances d'occupation des sols (EDF, GRDF), et les redevances des services périscolaires et cantine.

- les impôts locaux : chapitre 73

Les taux votés pour 2025 sont échangés par rapport à 2024, soit :

- Taxe foncière bâtie : 37.09 %
- Taxe foncière non bâtie : 54.00 %
- Taxe d'habitation : 10.02 %

Le total des produits attendus pour 2025 est estimé à **298 271 €**.

- Les dotations de l'Etat : chapitre 74

La Dotation Globale Forfaitaire (DGF) est stable par rapport à 2024, elle est de 82 189 euros.

Les dotations comprennent aussi la dotation de solidarité rurale, la dotation nationale de péréquation...

- Les revenus des immeubles : chapitre 75

Il s'agit des revenus de locations appartenant à la commune, notamment du foyer communal dont l'estimation a été effectuée par rapport aux réservations.

- Les recettes exceptionnelles et opérations d'ordre :

Elles peuvent comprendre des remboursements d'assurance ou de factures, remboursement du supplément familial et opérations comptables spécifiques.

III. La section d'investissement**a) Généralités**

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de biens immobiliers, d'études et de travaux.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les ventes de terrain nus, les subventions d'investissement et les emprunts.

b) Le budget 2025 en investissement est arrêté à **296 469 €**, équilibré en recette comme en dépenses avec la reprise de l'excédent 2024 de 9 317.97 €.

Dépenses	Montant en €	Recettes	Montant en €
16 Remboursement d'emprunts	20 910.00	Virement de la section de fonctionnement	234 965.00
20 Autres travaux (<i>SDEY + site internet</i>)	12 200.00	Subventions	13 025.00
21 Travaux de bâtiments – matériels et outillages – isolation (<i>Cour de l'école, Clôture du local technique...</i>)	237 751.00	FCTVA	20 592.78
Charges (écritures d'ordre entre sections)	6 608.00	Charges (écritures d'ordre entre sections)	18 568.25
Restes à réaliser N-1	19 000.00	Solde d'investissement reporté	9 317.97
Total général	296 469.00	Total général	296 469.00

Les éléments principaux à retenir concernant les dépenses d'investissement :

- **Les Immobilisations incorporelles** : Ce sont les frais d'études, la création du nouveau site internet de la commune, les frais versés au SDEY pour la réparation d'un poteau d'éclairage public et étude pour l'enfouissement des réseaux à la Montagne du Moulin.

- **Les Immobilisations corporelles** : Ce sont les biens matériels, en l'occurrence les travaux pour la cour de l'école, clôture du local technique, les travaux d'isolation des combles des locaux garderie/bibliothèque et maison des associations, achats divers : ordinateur et chaises pour l'école, coffret électrique, et achat de terrain.

- **Remboursement des emprunts** : Le capital dû des emprunts

Les éléments principaux à retenir concernant les recettes d'investissement :

- **Le FCTVA** : Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée compense de manière forfaitaire la TVA sur le matériel, les travaux ...

- **les subventions** : Les demandes pour la renaturation de la cour de l'école vont être traitées, la commune n'ayant pas encore les arrêtés attributions, les montants ne peuvent pas être pris en compte pour le budget.

IV. L'Etat de la dette

Deux emprunts sont en cours (Groupe scolaire + Terrain).

Les échéances en 2025 (capital + intérêts) s'élèvent à 32 478,87 €.